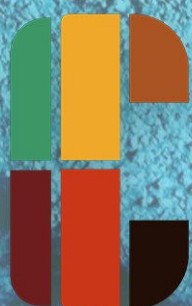


ÉLECTIONS GÉNÉRALES DU HONDURAS 2025

Rapport #1 | Préélectoral | 29/11/2025



COHESIA

CENTRE DE COOPÉRATION ET D'ÉCHANGE INTERNATIONAL
CENTRO DE COOPERACIÓN E INTERCAMBIO INTERNACIONAL

Le présent rapport préélectoral résume le panorama général des élections qui se tiendront au Honduras le dimanche 30 novembre 2025. Il s'agit d'élections générales au cours desquelles seront élus :

- le président de la République pour la période 2026-2030 (scrutin à tour unique),
- les 128 députés du Congrès national,
- les 298 maires et leurs municipalités,
- les 20 représentants honduriens au Parlement centraméricain (PARLACEN).

Ces élections constituent un moment institutionnel important, qui permettra de mesurer l'évolution des forces politiques du pays depuis les élections présidentielles de 2021.

DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES ET ÉLECTORALES 2025

Le registre électoral établi par le Conseil national électoral (CNE) pour ces élections compte 6 522 577 citoyens habilités à voter, dont 6 026 477 résident sur le territoire national et près de 496 000 à l'étranger. Au sein de ce dernier groupe, on estime qu'environ 399 500 Honduriens pourront exercer leur droit de vote depuis différentes villes des États-Unis, où 15 bureaux de vote ont été mis en place.

La population totale estimée du pays pour 2025 est d'environ 11 millions d'habitants, avec un âge médian de 24,2 ans, ce qui fait du Honduras l'un des pays les plus jeunes de la région. La tranche d'âge des 18-45 ans représentait près de 66,8 % des personnes qui se sont rendues aux urnes en 2021, et on estime que plus de 500 000 jeunes voteront pour la première fois en 2025.

Bien que le vote soit légalement établi comme un devoir civique, il n'existe aucune sanction pour ceux qui ne votent pas, ce qui fait de la participation électorale une décision volontaire dans la pratique.

HISTOIRE POLITIQUE RÉCENTE (2009-2025)

L'évolution politique du Honduras depuis 2009 continue d'influencer la situation actuelle. Les événements des quinze dernières années ont eu des effets durables sur la structure institutionnelle, le rapport de forces et la perception de la démocratie par les citoyens.

Le coup d'État de 2009

Le 28 juin 2009, le président d'alors, Manuel Zelaya Rosales, a été destitué et expulsé du pays par les forces armées, dans un acte qualifié par la communauté internationale de rupture de l'ordre constitutionnel. Cet épisode a provoqué une grave crise institutionnelle, des tensions diplomatiques et une instabilité politique prolongée.

De cette rupture est né un vaste mouvement de résistance sociale et politique qui, au fil des ans, s'est consolidé sous la forme du Parti Liberté et Refondation (LIBRE). Les séquelles du coup d'État sont toujours présentes dans la mémoire politique du pays et conditionnent les relations entre les principaux blocs partisans.

Les gouvernements du Parti national (2010-2022)

Entre 2010 et 2022, le Parti national a dominé la présidence et une grande partie des institutions publiques. Sous le gouvernement de Porfirio Lobo (2010-2014), le Honduras a connu un retour

formel à l'ordre constitutionnel, même si des accusations de violations des droits humains et d'absence de purge des forces de sécurité ont persisté.

Par la suite, les deux mandats de Juan Orlando Hernández (2014-2022) ont été marqués par des épisodes très controversés, tels que la réélection présidentielle autorisée par la Chambre constitutionnelle en 2017 et les allégations généralisées de fraude au cours de ce processus électoral. Au niveau international, Hernández a fait l'objet de multiples accusations pour ses liens avec le trafic de drogue, qui ont abouti à sa condamnation par les tribunaux américains en 2024. Ces événements ont érodé la crédibilité du système politique et ont ouvert la voie à une vague de méfiance des citoyens envers les institutions.

Le gouvernement de Xiomara Castro / LIBRE (2022-2026)

Avec la victoire de Xiomara Castro en 2021, le Honduras a élu pour la première fois une femme à la présidence de la République. Son administration a mis en œuvre une série de réformes axées sur la sécurité, l'énergie, le développement social et la lutte contre la corruption.

Parmi les réalisations rapportées par les organismes gouvernementaux et confirmées par des sources multilatérales, on peut citer la réduction significative du taux d'homicides, l'assainissement financier partiel de l'ENEE, l'extension de programmes sociaux tels que le Bono Tecnológico et différentes subventions, la réforme du système du travail avec la suppression de la loi sur l'emploi à l'heure et les progrès en matière de santé publique grâce à l'agrandissement des hôpitaux et à l'achat direct de médicaments. Dans le domaine de la lutte contre la corruption, l'invitation officielle adressée à la CICIH a été un point clé, même si sa mise en place reste bloquée par l'absence de consensus au Congrès.

PANORAMA ÉLECTORAL 2025

Principales candidatures

La course à la présidence est menée par trois personnalités jouissant d'une grande visibilité au niveau national :

- Rixi Moncada (LIBRE), présentée comme l'option de continuité du projet politique actuel et soutenue par une solide structure territoriale.
- Salvador Nasralla, qui se présente avec le soutien du Parti libéral et de secteurs d'alliances urbaines, bénéficie d'une grande notoriété publique et d'une image médiatique bien établie.
- Nasry Asfura, candidat du Parti national et représentant de la base traditionnelle de cette organisation politique.

Sondages récents (octobre-novembre 2025)

Les études réalisées par divers instituts de sondage montrent un scénario très instable :

- Selon TResearch, Moncada est en tête avec 44 %, suivie de Nasralla avec 30,3 % et Asfura avec 18,2 %.
- CID/Gallup présente un triple ex æquo statistique : Nasralla 27 %, Moncada 26 % et Asfura 24 %.
- En revanche, les marchés prédictifs de Polymarket ne mesurent pas l'intention de vote, mais les probabilités de victoire : Nasralla apparaît avec 64 %, Moncada avec 27 % et Asfura avec 10 %.

Ces divergences reflètent un électorat indécis, fortement polarisé et présentant des différences marquées entre les zones urbaines et rurales.

ANALYSE : DYNAMIQUES POLITIQUES ET SCÉNARIOS

Scénario central

Le scénario le plus probable laisse entrevoir une lutte serrée entre Rixi Moncada et Salvador Nasralla. L'issue dépendra en grande partie de la capacité de mobilisation territoriale, en particulier dans les départements ayant le plus de poids législatif et dans les municipalités urbaines densément peuplées.

Scénario favorable au LIBRE

Une augmentation considérable de la participation dans les zones rurales et la consolidation du vote identifié aux politiques sociales pourraient favoriser une victoire de Moncada avec une marge estimée entre 40 et 55 %.

Scénario favorable à l'opposition

À l'inverse, une fragmentation interne du vote en faveur du LIBRE ou une perception accrue de crise institutionnelle — alimentée par des discours sur la fraude, les ingérences extérieures ou les conflits politiques — pourrait faire baisser le score de Moncada en dessous de 25 %, au profit de Nasralla ou d'Asfura.

VILLES ET DÉPARTEMENTS CLÉS

Mairies stratégiques

La carte politique municipale aura une influence significative sur le résultat de l'élection présidentielle. Des municipalités telles que le District central (Tegucigalpa et Comayagüela),

San Pedro Sula, Choloma, La Ceiba, El Progreso, Comayagua, Danlí, Juticalpa, La Lima et Choluteca concentrent d'importants réservoirs d'électeurs et des structures partisans très compétitives.

Départements ayant le plus d'impact législatif

Les départements qui élisent le plus de députés — Francisco Morazán avec 23, Cortés avec 20 et Yoro avec 10 — sont décisifs tant pour la présidence que pour la composition future du Congrès national. D'autres départements tels que Atlántida, Olancho et Choluteca représentent également des noyaux électoraux importants.

MENACES SUR LE PROCESSUS ÉLECTORAL

L'Observatoire électoral de COHESIA identifie un ensemble de risques qui pourraient affecter la perception de la légitimité et la stabilité post-électorale. Ces menaces proviennent à la fois de facteurs internes et de dynamiques externes qui influencent l'opinion publique et le déroulement du processus.

Ingérence étrangère et pression politique des États-Unis

Au cours des mois qui ont précédé les élections, diverses déclarations émanant d'acteurs politiques américains, notamment le président Donald Trump et des membres du Congrès qui lui sont proches, ont remis en cause, sans fondement vérifiable, l'intégrité du processus électoral hondurien.

Ce type de comportement constitue une forme d'ingérence politique étrangère, interdite par les principes de non-intervention établis par l'Organisation des États américains (OEA) et les Nations unies. La répétition de ces déclarations en pleine période électorale accroît les tensions internes et la pression sur les électeurs, menacés par des facteurs externes.

À cet égard, les récentes déclarations de Donald Trump menaçant de libérer l'ancien président Juan Orlando Hernández, trafiquant de drogue condamné aux États-Unis, constituent une grave atteinte à la stabilité démocratique du Honduras et doivent être condamnées à l'unanimité par la communauté internationale.

Divulgaration d'enregistrements audio et risque de sabotage du TREP et des communications

Entre août et novembre 2025, des enregistrements audio attribués à des opérateurs politiques de l'opposition ont circulé, mentionnant d'éventuels plans visant à perturber le système de transmission des résultats préliminaires (TREP), ainsi que d'autres domaines sensibles de la communication institutionnelle.

Bien que l'authenticité de ces enregistrements audio fasse toujours l'objet d'une vérification judiciaire, leur contenu suggère des conversations relatives à :

- une possible ingérence délibérée dans le TREP,
- la perturbation ou le blocage des canaux de communication internes du CNE,
- la diffusion accélérée de résultats falsifiés le jour du scrutin,
- la création d'un climat de confusion technologique pendant le dépouillement,
- la mise en œuvre de campagnes numériques coordonnées visant à susciter la peur et le doute.

Même en l'absence de confirmation médico-légale définitive, la plausibilité technique de ces risques oblige à considérer ces menaces comme pertinentes. Une attaque ou un sabotage du TREP n'affecterait pas seulement la rapidité de la transmission, mais pourrait également provoquer une méfiance massive, en particulier dans un contexte où certains acteurs promeuvent déjà l'idée d'une « fraude en préparation ».

Déséquilibre médiatique et violation de l'esprit du silence électoral

L'écosystème médiatique hondurien présente un déséquilibre structurel évident. La plupart des médias privés (télévision, radio, presse écrite et numérique) ont maintenu une ligne éditoriale clairement critique et défavorable à l'égard de la candidate Rixi Moncada, même pendant la phase finale de la campagne.

On observe ce qui suit :

- presque tous les médias privés couvrent LIBRE de manière défavorable,
- le traitement de l'information sur ces plateformes s'est poursuivi même pendant la période de silence électoral, par le biais de contenus indirects ou d'éditoriaux déguisés,
- les espaces offrant une couverture neutre ou équilibrée sont presque exclusivement limités aux médias publics, dont la pénétration nationale est moindre,
- l'asymétrie de l'information affecte l'accès de l'électorat à des informations diverses et vérifiées.

Ce déséquilibre médiatique constitue une menace pour l'égalité des conditions entre les candidats et peut influencer de manière disproportionnée l'opinion publique, en particulier dans les zones urbaines où la présence des médias privés est dominante.

Risque de crise postélectorale

La convergence des facteurs susmentionnés — ingérence étrangère, risque technologique, désinformation et déséquilibre médiatique — pourrait favoriser un scénario de contestation précoce du résultat électoral, en particulier de la part d'acteurs qui ont adopté un discours de fraude anticipée.

Ces scénarios pourraient déboucher sur :

- des contestations massives sans fondement,
- des pressions sur les bureaux de vote,
- des mobilisations de rue non autorisées,

- des affrontements dans des zones politiquement sensibles (Cortés, Francisco Morazán, Choluteca),
- des tentatives d'entraver la transmission officielle des résultats.

La prévention de ce type de crise dépendra, dans une large mesure, de la fermeté institutionnelle du CNE et de la qualité de la communication officielle le jour du scrutin.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les élections générales du 30 novembre 2025 se déroulent dans un contexte exceptionnellement tendu. Les données publiques disponibles montrent que certains secteurs de la droite hondurienne ont construit depuis des mois un discours visant à rejeter tout résultat qui ne leur serait pas favorable, préparant ainsi le terrain pour une contestation anticipée du processus. Cette position coïncide avec des signes évidents d'ingérence étrangère, principalement de la part d'acteurs politiques américains qui ont remis en question, sans fondement technique, la légitimité du processus électoral hondurien.

À ce scénario s'ajoute le manque de cohésion interne au sein même du CNE, marqué par des tensions persistantes entre le conseiller de LIBRE et les deux conseillers proches de l'opposition. Les confrontations publiques, les désaccords opérationnels et la diffusion de messages contradictoires au sein de l'organisme ont affaibli l'image de neutralité qui devrait caractériser l'autorité électorale. La présence d'une conseillère mentionnée dans les enregistrements audio examinés par le ministère public renforce la perception de vulnérabilité institutionnelle.

La combinaison de ces facteurs — la préparation narrative de la non-reconnaissance du résultat, l'ingérence extérieure, le déséquilibre médiatique, les risques technologiques et la division interne du CNE — constitue un risque réel de crise postélectorale. La stabilité démocratique dépendra de la capacité des institutions à préserver la transparence du dépouillement, à communiquer clairement et à agir avec fermeté face à toute tentative de manipulation ou de déstabilisation.

29 novembre 2025
Tegucigalpa, Honduras